



Examen d'aptitude professionnelle pour l'accès au grade principal
des infirmiers et techniciens de santé
session du 22 décembre 2024

Cadre : Assistants médico-social

Durée : 02h00

Coefficient : 2

1^{ère} épreuve

Instructions pour répondre sur la grille de réponses

- La grille de réponse est unique (il n'est distribué qu'une seule grille de réponse par candidat) ;
- Pour répondre aux 30 questions, cocher la grille de réponses la case correspondante à la ou les bonnes réponses, en mettant une croix ;
- Utiliser un stylo à bille bleu ou noir ;
- Ne pas utiliser de correcteur (blanco).

Cochez-la ou les bonnes réponses

- 1- « Sa finalité est l'atteinte de résultats précis à travers une organisation rationnelle des ressources, et dans une période de temps bien déterminée », il s'agit de :
 - a. La planification ;
 - b. Le projet ;
 - c. Le développement durable ;
 - d. Toutes les propositions sont fausses.
- 2- « Un ensemble de politiques et de programmes destinés à prévenir et à protéger tous les individus, et plus particulièrement les groupes vulnérables contre la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale au cours des différentes étapes de la vie », il s'agit de :
 - a. L'assurance sociale ;
 - b. La protection sociale ;
 - c. Le développement durable ;
 - d. Toutes les propositions sont fausses.
- 3- « Elle désigne l'ensemble de prestations et de services sociaux pour l'accompagnement éducatif, thérapeutique, social et professionnel des personnes vulnérables », c'est :
 - a. L'action sociale ;
 - b. La promotion sociale
 - c. La protection sociale ;
 - d. L'action médico-sociale
- 4- Un organe chargé du suivi et de l'évaluation externe de l'I.N.D.H, il s'agit de :
 - a. Le comité de planification et de contrôle de l'I.N.D.H ;
 - b. La commission de coordination intersectorielle de l'I.N.D.H ;
 - c. L'observatoire de supervision et de contrôle ;
 - d. L'observatoire National de Développement Humain.
- 5- Les programmes fondamentaux de l'INDH, s'appuient sur :
 - a. L'accompagnement des personnes en situation précaire,
 - b. L'amélioration du revenu et insertion économique des jeunes,
 - c. L'amélioration des conditions de vie de la population en générale ;
 - d. Toutes les propositions sont fausses.
- 6- Parmi les finalités de la protection sociale, on trouve :
 - a. Améliorer les conditions de vie de la population ;
 - b. Réduire les inégalités sociales ;
 - c. Eradiquer les différentes vulnérabilités économiques ;
 - d. Toutes les propositions sont fausses ;
- 7- Au niveau de l'Administration Centrale, l'Action Médico-Sociale est assurée par :
 - a. La Direction des Ressources Humaines ;
 - b. La Direction des Hôpitaux et des Soins Ambulatoires ;
 - c. La Division de l'Action Médico-Sociale ;
 - d. Aucune proposition n'est juste.

Mohammed V, Rabat - Tél: +212 537 76 11 21/+212 537 76 90 01 - Fax: +212 537 76 01 05

Site: www.sante.gov.ma

- 8- Le délai légal avant de prononcer un jugement d'abandon est :
- 60 jours ;
 - 90 jours ;
 - 120 jours ;
 - 03 mois.
- 9- La cessation du droit à la « Kafala » peut être prononcée par le juge pour les motifs suivants :
- Le décès de l'enfant soumis à la « Kafala » ;
 - L'atteindre la majorité légale de l'enfant soumis à la « Kafala » ;
 - L'apparition des parents biologiques ;
 - Toutes les propositions sont fausses
- 10- Au Maroc, la lutte contre la violence envers les femmes :
- Vise la prévention, la protection, et une prise en charge de qualité ;
 - Vise la lutte contre l'impunité ;
 - Est prévue par la loi n°103-13 ;
 - Toutes les propositions sont fausses.
- 11- Un code de déontologie est :
- Un ensemble de devoirs et des obligations des professionnels ;
 - Un ensemble de croyances, de rites et de dogmes adoptés par une société ;
 - Spécifique à une profession déterminée.
 - Susceptible de prévoir des sanctions
- 12- Le secret professionnel sur le plan réglementaire est prévu par :
- Le code de la fonction publique ;
 - Le code pénal ;
 - Le code de travail ;
 - Toutes les propositions sont fausses.
- 13- Lors de l'enquête sociale, la visite à domicile est :
- Obligatoire
 - Réalisée après approbation de l'intéressé
 - Après avis de l'administration
 - Toutes les propositions sont fausses.
- 14- « Le résultat d'une observation analytique fondée sur l'expression des besoins sociaux, afin de fournir une légitimité dans les décisions politiques », il s'agit de :
- La veille sociale
 - La protection sociale
 - L'audit social
 - Toutes les propositions sont fausses.
- 15- Le décret n° 2.18.856 relatif à la mise en œuvre la loi 103.13 de la lutte contre la violence envers les femmes au Maroc, stipule que :
- La composition de la cellule centrale et des cellules décentralisées pour la prise en charge des femmes victime de violence ;
 - La composition des cellules décentralisées au sein des tribunaux administratifs et des cours d'appel ;
 - La composition des cellules décentralisées au sein des services centraux et déconcentrés de la justice et de la santé ;
 - Toutes les propositions sont fausses.
- 16- La Haute Autorité de la Santé est créée par :
- La loi n° 07.22 publiée au bulletin officiel le 04 décembre 2022
 - La loi n° 08.22 publiée au bulletin officiel le 04 décembre 2022
 - La loi n° 07.22 publiée au bulletin officiel le 04 décembre 2023
 - La loi n° 08.22 publiée au bulletin officiel le 04 décembre 2023
- 17- Parmi les attributions de la Haute Autorité de la Santé, on trouve :
- L'élaboration des guides et des référentiels relatifs à la formation continue des professionnels de la santé
 - L'évaluation de la qualité des services fournis par le secteur public uniquement
 - Le suivi, l'analyse et l'évaluation des données épidémiologiques
 - L'accréditation des établissements de santé relevant du secteur public uniquement
- 18- Selon la loi-cadre n° 06.22 relative au système national de santé, parmi les objectifs de l'intervention de l'Etat en matière de santé, on cite :
- Asseoir la territorialisation de l'offre de soins dans le secteur public et améliorer sa gouvernance à travers la création des groupements sanitaires territoriaux
 - Développer et perfectionner les moyens de détection et de prévention du cancer
 - Garantir une répartition équilibrée et équitable de l'offre de soins sur l'ensemble du territoire national
 - Valoriser et mettre à niveau les ressources humaines travaillant dans le domaine de la santé à travers la mise en place d'une fonction sanitaire
- 19- Parmi les organes de gestion et de gouvernance qui s'inscrit dans le cadre de la loi-cadre n° 06.22, on trouve :
- La Haute Autorité de la Santé

21. D'après la loi-cadre n° 06.22, les établissements de santé comprennent :
- L'ensemble des institutions, des organismes, des actions et des ressources y affectées intervenant dans le domaine de la santé aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé
 - Les divers établissements, quel qu'en soit le régime juridique, organisés dans le but de contribuer à l'offre de soins
 - L'ensemble des structures intervenant directement dans l'offre des prestations de santé
 - Toutes les propositions sont fausses
22. Selon la loi-cadre n° 06.22, la refonte du système national de santé est basée sur 8 principes directeurs, parmi lesquels on note :
- La mutualisation des ressources
 - L'engagement et la responsabilisation de l'ensemble des acteurs
 - La bonne gouvernance
 - La gestion axée sur les résultats et la reddition des comptes
23. En vue d'assurer l'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins, la loi-cadre n° 06.22 prévoit d'instituer :
- Un système d'accréditation qui vise à porter une évaluation objective de la qualité des prestations des établissements de santé
 - Un système d'accréditation des établissements de santé
 - Un système d'accréditation des établissements de santé sur la base d'indicateurs, de critères et de référentiels nationaux établis par la Haute Autorité de la Santé
 - Toutes les propositions sont fausses
24. D'après la loi n° 08.22, les Groupements Sanitaires Territoriaux (GST) :
- Sont des Services Publics Gérés de Manière Autonome
 - Sont des établissements publics dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière
 - Sont composés des établissements sanitaires relevant du secteur public et privé
 - Ont pour mission la mise en œuvre de la politique de l'Etat dans le domaine de la santé au niveau régional
25. Selon la loi n° 08.22, parmi les missions des GST dans le domaine de l'offre de soins, on cite :
- Elaboration et mise à jour de la carte sanitaire régionale
 - Garantir la formation continue au profit des professionnels de la santé
 - Elaboration du Schéma Régional de l'offre de soins selon les spécificités de chaque région
 - Elaboration et mise en œuvre du Programme Médical Régional
26. Selon la loi n° 08.22, parmi les missions des GST dans le domaine de la santé publique, on trouve :
- Promotion de la santé, prévention et sécurité sanitaire
 - Création de nouveaux établissements sanitaires
 - Organisation et contrôle médical des urgences hospitalières
 - Garantir l'éducation sanitaire au profit des usagers et encourager l'éducation thérapeutique
27. Selon la loi-cadre n° 09.21 relative à la protection sociale, parmi les principes sur lesquels se base la généralisation de la protection sociale, on note :
- Le principe de mutualisation des ressources
 - Le principe de bonne gouvernance
 - Le principe de solidarité
 - Le principe d'égalité d'accès
28. D'après la loi-cadre n° 09.21, la protection sociale englobe :
- La protection contre les risques liés au vieillissement
 - La protection contre les risques de maladie
 - La protection contre les risques de santé imprévisibles
 - La protection contre les risques liés à l'enfance
29. En vertu de la loi n° 10.22, parmi les attributions de l'Agence Marocaine des Médicaments et des Produits de Santé, on trouve :
- Veiller à la fixation et le contrôle des prix des médicaments et des produits de santé
 - Contribuer au développement du secteur de l'industrie des médicaments et des produits de santé
 - Veiller sur l'organisation et le contrôle du secteur des médicaments et des produits de santé
 - Aucune proposition n'est correcte
30. D'après la loi n° 11.22, parmi les missions de l'Agence Marocaine du Sang et de ses dérivés :
- Superviser l'évolution du stock national de sang et de ses dérivés
 - Participer à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la politique nationale du sang
 - Veiller à l'évaluation de la politique nationale du sang
 - Autoriser la constitution de réserves de sang et de produits sanguins à durée de vie courte au sein des établissements de santé